

ASSOCIAZIONI

Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento: 1m. 5m. 10m.
 Roma L. 11 21 40
 Per tutto il Regno 13 25 48
 Solo Giornale, senza Rendiconti:
 Roma L. 9 17 32
 Per tutto il Regno 10 19 36
 Estero, aumento spese di posta.
 Un numero separato in Roma, centesimi 10, per tutto il Regno centesimi 15.
 Un numero arretrato costa il doppio.
 Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

INSERZIONI

ANNUNZI giudiziari, cent. 25. Ogni altro avviso cent. 80 per linea di colonna e spazio di linea.

AVVERTENZE

Le Associazioni e le inserzioni si ricevono alla Tipografia Eredi Botta: in Roma, via dei Lucchesi, n. 4; in Torino, via della Torre d'Appello, numero 22; Nelle Provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi postali.

PARTE UFFICIALE

Il N. 1876 (Serie 2°) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri, Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla convenzione fra l'Italia e la Svizzera, conclusa a Berna il 31 dicembre 1873, per rettificare il paragrafo 4° del processo verbale del 9 agosto 1867 relativo alla delimitazione della frontiera italo-elvetica fra Brusio e Tirano, nonché al compromesso arbitrale fra l'Italia e la Svizzera, sottoscritto parimenti a Berna il 31 dicembre 1873, circa la fissazione definitiva della frontiera italo-elvetica nel luogo detto Alpe di Cravairola, di ambedue i quali atti le ratificazioni vennero scambiate a Berna il 25 marzo 1874.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1874.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Essendo stata conclusa tra l'Italia e la Svizzera una convenzione riguardante la rettificazione del paragrafo 4° del processo verbale di delimitazione della frontiera italo-svizzera fra Brusio e Tirano, fissata a Ander del 9 agosto 1867, in esecuzione della convenzione di Tirano (Piatta-Mala) del 27 agosto 1863; e dai rispettivi plenipotenziari sottoscritti a Berna il trentun dicembre milleottocentesettantatre;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, désirant rectifier une erreur commise dans la délimitation de la frontière italo-suisse, entre Brusio et Tirano, à l'entrée de la vallée de Poschiavo, telle qu'elle fut arrêtée le 9 août 1867 à Ander, entre les Commissaires des deux Gouvernements, en exécution de la convention signée à Tirano (Piatta-Mala) le 27 août 1863, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plenipotenziaries, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, monsieur le chevalier Louis Amédée Melegari, Sénateur du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plenipotentiaire près la Confédération Suisse; et Le Conseil fédéral suisse, monsieur Paul Ceresole, président de la Confédération Suisse.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Le paragraphe 4 du procès-verbal de bornage rédigé le 9 août 1867 à Ander par les Commissaires du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et de la Confédération Suisse, en exécution de la convention de Tirano (Piatta-Mala) du 27 août 1863 et dont suit mot à mot la teneur:

« § 4. — Tirano-Brusio.
 « Royaume d'Italie
 « Province de Sondrio
 « Commune de Tirano
 « Confédération Suisse
 « Canton des Grisons
 « Commune de Brusio
 « Borne N. 1. — Sur la route de Poschiavo à Tirano et du côté occidental, on a planté une grande borne carrée, portant le N. 1, en granite de 0 m. 50 c. de côté et 1 m. 50 c. d'élévation.

« La face du côté du chemin porte l'inscription Confine et au-dessous le millésime 1865.
 « Le côté méridional porte les mots Confine Italieno, et le côté septentrional Confine Suisse.
 « Elle est à 9 m. 60 c. de l'angle sud-ouest du bâtiment de la nouvelle douane suisse.
 « Borne N. 2. — A partir de ce point et en se dirigeant à l'occident, on a planté une

borne N. 2, à cent soixante cinq mètres de la première et à l'ouest du sentier qui, de la Madone de Tirano, conduit à Scala et à Cavajonne (petites alpes) à 51 mètres au nord de l'abri servant d'observatoire aux douaniers italiens.

« Cette borne avec la première et le rocher dit de la Guna, fixent une ligne droite et déterminent la ligne limite à l'occident de la route. L'angle que cette droite fait avec le Méridien magnétique est de — 105°.

« A partir du dit rocher de la Guna, bien déterminé et bien indiqué par les cartes et les plans du Cadastre, et qui est éloigné de la borne N. 2 de 180 m (mesure graphique), la limite suit les crêtes, conformément au texte de la convention.

« Borne N. 3. — Pareillement, de la première borne, mais en allant du côté d'orient, dans la direction d'un rocher d'une forme toute particulière, qu'on appelle le Sasso del Gallo, on a planté, sur un petit pré, lieu dit Ronco, au dessus du premier ravin, une borne N. 3.

« Borne N. 4. — En continuant dans la même direction, on a placé une autre borne, en granite comme les précédentes, portant le n. 4, au bord oriental d'un sentier dit de la Remigio, qui de Tirano conduit à Pradascio ed à S. Remigio.

« Sasso del Gallo. — En continuant encore on trouve le Sasso del Gallo, qui, avec les bornes n. 1, 3 et 4, détermine une ligne droite, faisant avec le méridien magnétique un angle de + 54° et trace la limite suivant le texte de la convention.

« La distance qui sépare la grande borne n. 1 du Sasso del Gallo, point fixe de la nouvelle limite, à l'orient du chemin de Poschiavo à Tirano, est de 1095 m (mesure graphique).

« Du Sasso del Gallo, sur lequel on a gravé d'un côté une croix avec l'initiale J et de l'autre côté aussi une croix avec l'initiale S, et qui d'ailleurs est bien déterminé et bien indiqué sur les cartes et les plans, la ligne limite se prolonge jusqu'aux crêtes servant de limites actuelles. — Sera considéré à l'avenir par les hautes parties contractantes comme nul et non avenu.

Art. 2me. Le dit paragraphe 4 sera remplacé par le procès-verbal signé le 3 octobre 1872 à Lugano, par les Commissaires du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et de la Confédération Suisse, et dont suit la teneur:

« § 1er. — Il sera placé une borne frontière sur la rive gauche du Poschiavino et sur le prolongement de la ligne limite déterminée: 1° par la borne de la Lugghina; 2° par la borne placée près de l'abri des douaniers italiens sur le bord occidental du sentier de Cavajonne et 3° par la borne plantée sur le côté occidental de la route de Tirano à Poschiavo.

« § 2er. — A partir de cette borne frontière nouvelle, la limite d'Etat se dirigera en ligne droite sur le rocher situé près du sentier de S. Remigio, près de la petite chapelle dite Sentella del Sasso del Gallo.

« Il sera placé entre ces deux bornes frontière un nombre suffisant de bornes intermédiaires pour qu'elles soient visibles de l'une à l'autre.

« § 3er. — Du rocher mentionné à l'article 2, la limite d'Etat se dirigera en ligne droite jusqu'au sommet du Masuccio en passant par la borne dite de Cavajonne, qui est reconnue borne d'Etat.

« Il sera pareillement placé entre le dit rocher et le sommet du Masuccio un nombre suffisant de bornes intermédiaires, pour qu'elles soient visibles de l'une à l'autre.

Art. 3me. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées au même lieu et le même jour que les ratifications du compromis arbitral conclu à Berna le 31 décembre 1873 concernant la fixation définitive de la frontière italo-suisse, au lieu dit Alpe de Cravairola.

Art. 4me. La présente convention sera exécutée par des délégués des deux Etats contractants et le Gouvernement du Canton des Grisons sera invité à se faire représenter à l'opération du bornage.

Cette opération aura lieu aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plenipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Berna en double expédition le trentun décembre mil huit cent soixante-treize.

Le Plenipotentiaire d'Italie (L. S.) Melegari.

Le Plenipotentiaire de Suisse (L. S.) Ceresole.

Noi avendo veduto ed esaminato la quivrascritta convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti la accettiamo, ratifichiamo e confermiamo. In fede di che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Dato a Roma, addì cinque del mese di

marzo l'anno del Signore milleottocentesettantatquattro, vigesimosesto del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Un compromesso d'arbitrato concernente la fissazione definitiva della frontiera italo-svizzera al luogo detto Alpe di Cravairola, essendo stato stipulato tra l'Italia e la Svizzera, e dai rispettivi plenipotenziari sottoscritti a Berna il trentun dicembre milleottocentesettantatre;

Il qual atto è del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, animés du désir de fixer définitivement la ligne frontière entre le Royaume d'Italie et le Canton du Tessin au lieu dit Alpe de Cravairola et de mettre un terme à un débat plusieurs fois séculaire et d'ailleurs suffisamment instruit par les négociations diplomatiques et expertises successives dont il a été l'objet, ont reconnu la convenance de le résoudre par la voie d'un compromis arbitral, et dans le but de régler les conditions de ce compromis, ils ont nommé pour leurs plenipotenziaries, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, monsieur le chevalier Louis Amédée Melegari, Sénateur du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plenipotentiaire près la Confédération Suisse; et Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, monsieur Paul Ceresole, président de la Confédération Suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme ont arrêté et signé les articles suivants:

Art. 1er. La fixation définitive de la ligne frontière qui sépare le territoire italien du territoire de la Confédération Suisse (Canton du Tessin) au lieu dit Alpe de Cravairola, dès le sommet désigné Sonnenhorn à 2788 m sur la carte topographique suisse, jusqu'au sommet du Pizzo del Lago gelato 2578 m, sera soumise au prononcé d'un tribunal arbitral sous forme de la question suivante:

La ligne frontière sous-mentionnée doit elle, comme l'estime la Suisse, suivre le fait de la chaîne principale, en passant par la Corona di Groppo, Pizzo dei Croselli, Pizzo Piada, Pizzo del Forno, et Pizzo del Campanaro; ou bien doit-elle, comme l'estime l'Italie, quitter la chaîne principale au sommet désigné Sonnenhorn à 2788 m pour descendre vers le ruisseau de la Vallée di Campo et en suivant l'arête secondaire nommée Creta Tremelina (ou Mosso del Lodano 2356 m sur la carte suisse), rejoindre la chaîne principale au Pizzo del Lago gelato?

Art. 2me. Les hautes parties contractantes admettront la sentence arbitrale qui interviendra et reconnaîtront comme définitive la ligne frontière qu'elle aura déterminée.

Il est bien entendu que l'arbitrage ne portera que sur la question de la frontière d'Etat sans préjudice aux droits privés des tiers sur le territoire en question.

Les contestations qui pourraient naître de la revendication ou de l'exercice de ces droits ressortiront aux tribunaux civils de l'Etat dont le dit territoire sera reconnu faire partie.

Art. 3me. Les arbitres seront au nombre de deux. Chacune des hautes parties contractantes en désignera un, qui devra être agréé par l'autre partie.

La nomination des arbitres suivra immédiatement l'échange des ratifications du présent compromis.

Les arbitres se réuniront dans la ville de Milan, aussitôt que possible après leur nomination et au jour qui leur paraîtra le plus convenable; ils nommeront les deux Gouvernements intéressés de la date choisie par eux pour leur réunion.

Art. 4me. Avant toute autre opération les arbitres éliront un sur-arbitre, qui sera appelé à prononcer sur la question qui leur est soumise, dans le cas où eux-mêmes ne pourraient pas tomber d'accord sur la solution à lui donner.

Le sur-arbitre ne pourra être ni citoyen italien ni citoyen suisse.

Il ne prendra part aux opérations des arbitres que lorsque ceux-ci auront constaté expressément l'impossibilité de résoudre eux-mêmes la question qui leur est soumise et la nécessité de recourir au sur-arbitre.

Les arbitres communiqueront le choix qu'ils auront fait d'un sur-arbitre aux deux Gouvernements intéressés.

Art. 5me. Les arbitres tiendront un procès-verbal régulier de leurs opérations. Ce procès-verbal sera fait en deux expéditions signées par les arbitres.

Le jugement devra également être rédigé par écrit et signé, en double expédition, pour être

communiqué, avec le procès-verbal ci-dessus aux deux Gouvernements intéressés.

Les arbitres choisiront dans ce but un secrétaire, dont ils fixeront eux-mêmes la rémunération: Ils joindront au procès-verbal de leurs opérations la compté des frais généraux occasionnés par l'arbitrage.

Art. 6me. Chacune des hautes parties aura la faculté de se faire représenter, à ses frais, devant les arbitres par un ou deux agents et, par l'intermédiaire de ceux-ci, de présenter les documents, mémoires, contre-mémoires et actes quelconques qu'elle croira de nature à éclairer la cause.

Les agents pourront assister à toutes les opérations des arbitres sauf aux délibérations sur le jugement.

Les hautes parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire de leurs agents respectifs, les mémoires, documents et actes quelconques qu'elles soumettront aux arbitres.

En général les communications réciproques entre les arbitres et les Gouvernements intéressés se feront par l'intermédiaire des agents respectifs des dits Gouvernements.

Art. 7me. Le frais de l'arbitrage seront répartis par portions égales entre les deux Etats intéressés.

Art. 8me. Les hautes parties contractantes s'engagent à procéder aussitôt que faire se pourra à l'exécution du jugement arbitral.

Art. 9. Le présent compromis sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berna au même temps que celles de la convention signée aujourd'hui 31 décembre 1873 concernant la rectification de la frontière entre Brusio et Tirano.

En foi de quoi les Plenipotenziaries ont signé ce compromis arbitral et y ont apposé leur cachet.

Fait à Berna en double expédition, le trentun décembre mil huit cent soixante-treize.

Le Plenipotentiaire d'Italie (L. S.) Melegari.

Le Plenipotentiaire de Suisse (L. S.) Ceresole.

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto compromesso di arbitrato, ed approvandolo in ogni e singola sua parte, lo abbiamo accettato, ratificato e confermato, come per le presenti lo accettiamo, ratifichiamo e confermiamo. In fede di che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Dato a Roma, addì cinque del mese di marzo l'anno del Signore milleottocentesettantatquattro, vigesimosesto del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri VISCONTI-VENOSTA.

Il N. 1888 (Serie 2°) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduti i Nostri decreti 12 settembre 1869, n° 5290 e 5291, col primo dei quali il Collegio dei Cinesi in Napoli fu riconosciuto come ente morale col nome di Reale Collegio Asiatico, e si provvide all'amministrazione del medesimo; e coll'altro fu provveduto all'ordinamento degli studi e delle discipline nel collegio stesso;

Vedute le dimissioni del Consiglio amministrativo del collegio, le quali furono accettate; Considerata la necessità di riordinare il collegio così nella parte che riguarda gli studi, come in quella che riguarda l'amministrazione dei beni e l'indirizzo dell'istituto;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Interno, reggente il Ministero della Pubblica Istruzione, Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Sarà nominata una Commissione col mandato di studiare e proporre le riforme didattiche, economiche ed educative da introdursi nell'ordinamento del Collegio Asiatico di Napoli.

Art. 2. Per provvedere al migliore andamento del collegio, sino a che la Commissione predetta abbia compiuto il suo incarico, sarà nominato un commissario governativo temporaneo per l'amministrazione, e un direttore degli studi, pure temporaneo.

Art. 3. Al predetto Nostro Ministro è commessa la nomina delle persone a cui affidare gli incarichi contemplati dagli articoli precedenti.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Rac-

colta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1874.

VITTORIO EMANUELE.

G. CANTELLI.

Il N. 1891 (Serie 2°) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Riconosciuto il bisogno di provvedere opportunamente perché il ginnasio fondato in Adria col beni del fu nobile Carlo Bocchi sia ordinato con le norme proprie di somiglianti istituti a termini delle leggi scolastiche in vigore;

Veduto il parere del Consiglio di Stato in data del 24 di agosto 1872;

Veduto egualmente il parere e le proposte del Consiglio superiore pel conseguimento del fine anzidetto;

Sulla proposta del Nostro Segretario di Stato Ministro per l'Interno, reggente il Dicastero della Pubblica Istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La fondazione scolastica del fu nobile Carlo Bocchi in Adria sarà amministrata e governata da una Deputazione composta di tre persone nominate dal Nostro Ministro della Pubblica Istruzione, e proposte ad esso rispettivamente una dal monsignor vescovo di Adria, l'altra dal prefetto della provincia di Rovigo e la terza dalla Giunta comunale di Adria.

Art. 2. I deputati dureranno in ufficio cinque anni e potranno, con le stesse norme fissate nell'articolo, precedente essere confermati.

Art. 3. Uno speciale regolamento approvato dal Nostro Ministro per la Pubblica Istruzione, darà le norme per l'amministrazione e l'ordinamento degli studi nel ginnasio.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1874.

VITTORIO EMANUELE.

G. CANTELLI.

Il N. 1896 (Serie 2°) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduto il Messaggio in data del 25 aprile corrente, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei deputati notificò essere vacante il Collegio di Budrio n. 68;

Veduto l'articolo 63 della legge per le elezioni politiche, 17 dicembre 1860, n. 4513;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Collegio elettorale di Budrio numero 68 è convocato pel giorno 17 maggio p. v. affinché proceda alla elezione del proprio deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 24 stesso mese.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 aprile 1874.

VITTORIO EMANUELE.

G. CANTELLI.

Sulla proposta del Nostro segretario di Stato per gli Affari della Guerra, Sua Maestà ha, in udienza del 19 aprile 1874, fatta la seguente disposizione: Gay Nicola, tenente nell'arma del genio, in aspettativa per riduzione di corpo, richiamato all'effettivo servizio nell'arma stessa.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Fra il Governo di S. M. il Re e quello di S. M. l'Imperatore d'Austria e Re d'Ungheria fu di recente scambiata una

Dichiarazione Ministeriale concernente la legalizzazione dei documenti rilasciati in uno dei due paesi per farne uso nell'altro, la quale dichiarazione è del seguente tenore: Il Reale Governo Italiano e l'Imperiale e Reale Go-

verno Austriaco sono convenuti nelle seguenti disposizioni circa la legalizzazione dei documenti rilasciati nel territorio di una delle due parti e di cui deve farsi uso in quello dell'altra.

I documenti emanati o legalizzati da tribunali e notari, e rivestiti della legalizzazione delle presidenze dei tribunali superiori (Oberlandesgerichte) di Trieste, Innsbruck o Zara da una parte, ovvero delle presidenze delle Corti di appello di Milano, Brescia o Venezia dall'altra, sono esenti da ogni altra legalizzazione diplomatica o consolare, purché la formula della legalizzazione sia anche dalle presidenze dei tribunali superiori austriaci apposta in lingua italiana, e purché i documenti legalizzati dalle presidenze dei tribunali superiori di Trieste, Innsbruck o Zara abbiano a servire in uno dei distretti delle Corti d'appello di Milano, Brescia o Venezia, e rispettivamente i documenti legalizzati dalle presidenze delle Corti d'appello di Milano, Brescia o Venezia abbiano a servire in uno dei circondari dei tribunali superiori in Trieste, Innsbruck o Zara.

Sono però eccettuate dalla esenzione quei documenti che si debbono presentare in Italia allo scopo di fare eseguire una iscrizione nei registri dello stato civile, ed in base ai quali si abbia da fare in Austria una iscrizione nelle matricole di nascita, di matrimonio o di morte, o che servano a dimostrare od ottenere il domicilio legale o la nazionalità in Austria.

I documenti che debbono servire a questi effetti dovranno anche in avvenire essere rivestiti della legalizzazione ufficiale diplomatica o consolare.

La fede di ciò è sottoscritta dal Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri di Sua Maestà il Re d'Italia ha munito della sua firma questa Dichiarazione, la quale verrà scambiata con una corrispondente Dichiarazione del Ministero di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, ed alla medesima ha apposto il sigillo del suo Ministero.

Fatta in Roma, addì 21 marzo 1874.

VISCONTI-VENOSTA.

La Dichiarazione austro-ungarica porta la data di Vienna 7 febbraio 1874.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso di concorso.

Sono vacanti nella Biblioteca nazionale di Firenze, e saranno conferiti per concorso, tre posti di distributore; l'uno dei quali è di terza classe con l'anno stipendio di millequattrocento lire, l'altro pure di terza classe con l'anno stipendio di lire milletrecento, il terzo di quarta classe con lo stipendio annuo di lire millecento, per quest'anno; e nell'anno avvenire lo stipendio dei due distributori di terza classe sarà portato a lire millequattrocento per ciascuno, e quello del distributore di quarta classe a lire milletrecento.

Il concorso è per titoli e per esame.

I titoli concernono studi fatti, gradi accademici ottenuti, opere pubblicate e servizi prestati al paese.

L'esame sarà orale e in iscritto su le seguenti materie:

a) Storia e geografia universale, con particolare riguardo alla storia e geografia d'Italia;

b) Storia letteraria delle principali nazioni e della italiana in ispecie;

c) Lingua latina, analisi grammaticale e traduzione d'un brano di classico autore;

d) Lingua italiana e lingua francese;

e) Bibliografia.

Chi voglia concorrere ai detti posti deve mandare, prima del primo di giugno prossimo avvenire, la sua domanda su carta bollata da una lira e i suoi titoli al Ministero della Istruzione Pubblica.

Roma, addì 29 aprile 1874.

Il Direttore Capo della 2^a Divisione
REXACCO.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI

Avviso.

La nuova linea telegrafica sottomarina fra l'Italia e l'Egitto, di cui la prima sezione è aperta al pubblico servizio fin dal 24 gennaio scorso, è ora compiutamente attivata.

La tassa del telegramma semplice (20 parole) fra l'Italia e l'Egitto per questa nuova via è di lire 24 per Alessandria e di lire 29 per gli altri uffici egiziani. Dal 1^o maggio cessa quindi la riduzione provvisoria della tassa dei telegrammi scambiati fra l'Italia e l'Egitto via Malta.

La tassa per questa linea ritorna ad essere di lire 31 per Alessandria e lire 36 per gli altri uffici egiziani. Si fa noto la ultima che è stata attivata alla corrispondenza internazionale una comunicazione telegrafica coll'Isola d'Elba (Grecia).

La tassa del telegramma semplice è di lire 8 a partire da qualunque ufficio italiano.

Firenze, 29 aprile 1874.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

ELENCO degli atti di morte pervenuti dall'estero nel mese di marzo dell'anno corrente.

N. d'ordine	COGNOME E NOME DEL DEFUNTO	LUOGO D'ORIGINE o DOMICILIO DEL DEFUNTO	LUOGO in cui il decesso è avvenuto	LEGISLAZIONE o CENSILATO da cui l'atto fu trasmesso
1	Ascone Francesco	Torre del Greco	Bona	Bona
2	Albini Giuseppe	Induno Olona (Varese)	Macovia	Vienna
3	Azioli Pietro	Besano (Lombardia)	Orano	Orano
4	Aicardi Pietro	Porto Maurizio	Dra-el-Mizan	Algeri
5	Arpaia Eleonora	Favignana	Tunisi	Tunisi
6	Almaza Gio. Battista	Pantelleria	Id.	Id.
7	Attorio Giuseppe	Castellazzo Bormida (Alessandria)	Tolone	Parigi
8	Angeli Luigi	Cavazzo Carnico (Trento)	Gorizia	Vienna
9	Anetra Luisa	Palermo	Odesa	Odesa
10	Bernasconi Giuseppe	Olgiate (Como)	Oraglio	Berna
11	Bagnu Antonio	Belluno	Fuzina	Vienna
12	Bisutti Giovanni	Pederiva (Belluno)	Id.	Id.
13	Bisaccia Napoleone	Abbiadoro (Como)	Alaxé	Id.
14	Bonicoli Antonio	Lorenzana (Pisa)	Dydjeli	Philippeville
15	Boccardi Salomone	Livorno	Goletta	Id.
16	Bolognini Nicola	Meta (Napoli)	Id.	Id.
17	Bevilacqua Pietro	Favignana	Tunisi	Tunisi
18	Barone Teresa	Carloforte	Id.	Id.
19	Beltramo Andrea	Favignana	Id.	Id.
20	Bar Gregorio	Torino	Porrentray	Berna
21	Botta Arturo	Como	Amsterville	Id.
22	Braida Giovanni Battista	Castellazzo di Ceva	Tolone	Parigi
23	Colucci Elestra	Conca (Candia)	Beirut	Beirut
24	Contestini Maria	Livorno	Tarusa	Tarusa
25	Corda Giovanni	Calimera	Bona	Bona
26	Corazzini Giuseppe	Verona	Ternano	Vienna
27	Casale Andrea	Torona (Vicenza)	Fuzina	Id.
28	Campana Virgilio	Forini (Venezia)	Id.	Id.
29	Caragrande Sebastiano	Piè di Volpe (Belluno)	Id.	Id.
30	Cibien Pietro	Belluno	Id.	Id.
31	Corno Giovanni	Fonzago (Belluno)	Balsano	Id.
32	Caselli Caterina	S. Antico (Sardagna)	Philippeville	Philippeville
33	Cauli Carmela	Muravera (Sardagna)	Tunisi	Tunisi
34	Campo Giuseppe	Favignana	Id.	Id.
35	Cesentino Antonina	Trapani	Id.	Id.
36	Cassanella Paolo	Crevari (Vulturno)	Id.	Id.
37	Casari Serafino	Palermo	Pera (Costantinopoli)	Costantinopoli
38	Cava Emanuele	Laino Castello (Mila)	Aix	Parigi
39	Deller Michele	Cossano	Bona	Bona
40	Domenichini Giuseppe	Belluno	Id.	Id.
41	De Micheli Angelo	Lorenzago (Cadore)	Vastenberg	Vienna
42	Della Rizza Bartolo	Besica (Treviso)	Oreny	Id.
43	Di Girolamo Giovanna	Marabla	Tunisi	Tunisi
44	D. J. Monégio Antonio	Calalzo (Belluno)	Fuzina	Vienna
45	Delpass Angelo	Gnoro (Belluno)	Id.	Id.
46	Dietri Giovanna	Pont	St. Cesar	Parigi
47	Diopetri Luigi	Montedivalli (Mila)	Tolone	Id.
48	Franzosa Antonio	Alano di Piave (Belluno)	Fuzina	Vienna
49	Fabian Angelo	Borso (Treviso)	Id.	Id.
50	Ferruggia Giovanni	Artegna (Udine)	Tunisi	Tunisi
51	Foggia Nunzia	Mazara (Mila)	Id.	Id.
52	Falco Antonio	Mazara	Id.	Id.
53	Ferrero Giovanni	Villa S. Secondo	Id.	Id.
54	Ferrandis Giovanni	Pantelleria	Id.	Id.
55	Franco Davide	Livorno	Id.	Id.
56	Fontanella Orsola	Id.	Id.	Id.
57	Fiorina Giovanni	Id.	Id.	Id.
58	Ferrero Giovanni	Id.	Id.	Id.
59	Grammatica Giulia	Borni (Como)	Montecarasco	Berna
60	Gardella Andrea	Neirone (Chiavari)	Oroville	S. Francisco di California
61	Gravetti Antonio	Torino	Bona	Bona
62	Galazzi Sante	Ancona	Ala (Trento)	Vienna
63	Garcia Salvatore	Pantelleria	Philippeville	Philippeville
64	Guarnotta Antonio	Trapani	Goletta	Id.
65	Giarratone-Alacchi Maria	Id.	Id.	Id.
66	Granara Luigi	Carloforte	Tunisi	Id.
67	Granara Elisa	Id.	Id.	Id.
68	Granara Valentino	Id.	Id.	Id.
69	Granara Giuseppe	Id.	Id.	Id.
70	Giani Maria	Id.	Ranzo	Berna
71	Galinotti Nicola	Id.	Nimes	Parigi
72	Horre Giovanni	Id.	Fuocce	Fiume
73	Lanfranco Battista	Valle Intelvi (S. Fedele)	Mendricio	Berna
74	Lumachini Domenico	Ancona	Lisin (Ingravia)	Vienna
75	Lorenzon Antonio	Montebelluna (Treviso)	Fuzina	Id.
76	Lurante Angelo	Montebelluna (Treviso)	Id.	Id.
77	Lisel Andrea	Sospello (Belluno)	Fieberbrun	Id.
78	Lavadera-Lubrano Maria	Napoli	Mustafah	Algeri
79	Livoli Maria	Favignana	Tunisi	Tunisi

Segue ELENCO degli atti di morte pervenuti dall'estero nel mese di marzo dell'anno corrente.

N. d'ordine	COGNOME E NOME DEL DEFUNTO	LUOGO D'ORIGINE o DOMICILIO DEL DEFUNTO	LUOGO in cui il decesso è avvenuto	LEGISLAZIONE o CENSILATO da cui l'atto fu trasmesso
80	Mainetto Aurelia	Id.	Susa di Tunisi	Susa di Tunisi
81	Mormiroli Carlo	Pieve di Mezzina	S. Francisco di California	S. Francisco di California
82	Marchetti Antonio	Capolineri	Bona	Bona
83	Mastara Maria	Ischia	Id.	Id.
84	Magrinelli Ferdinando	Milano	Leoben (Stiria)	Vienna
85	Marsen Giovanni	Bodda (Udine)	Nevica (Trento)	Id.
86	Mantovan Pietro	Lorco (Chioggia)	Lima	Id.
87	Marcoignone Giuseppe	Osagno (Ancona)	Fuzina	Id.
88	Monégio Giuseppe	S. Giustino (Belluno)	Id.	Id.
89	Morlori Nazareno	Donato di Mabrien (Perugia)	Id.	Id.
90	Molinari-Soldini Teodolinda	Cuasso (Como)	Oran	Oran
91	Montelero Pietro	Camandona	Dydjeli	Philippeville
92	Marrigo Luigi	Napoli	Mustapha	Tunisi
93	Malia Rachele	Livorno	Id.	Id.
94	Medoca Michele	Id.	Krsteiko	Fiume
95	Moschetti Francesco	Molinetto (Nizza)	Tolone	Parigi
96	Nencioni Agostino	Livorno	Bona	Bona
97	Nibelli Isidoro	Parano (Ancona)	Fuzina	Vienna
98	Nosiglio Adele	Livorno	Tunisi	Tunisi
99	Orselli Federico	Id.	Bona	Bona
100	Ochiodoro Giovanni	Verano (Ancona)	Fuzina	Vienna
101	Oselame Matteo	Fuline (Treviso)	Id.	Id.
102	Osemami Riccardo	Camerano (Ancona)	Id.	Id.
103	Onorato Giovanni	Barano d'Ischia	Philippeville	Philippeville
104	Omo Antonietta	Alghero (Sardagna)	Id.	Id.
105	Paia Cinto	Auronzo	Zujechen	Vienna
106	Pasconi-Filomana	Carvati (Monza)	Stabio	Berna
107	Porcari Pietro	Castione (S. Maria)	S. Francisco di California	S. Francisco di California
108	Pirazzi Pietro	Melpaio (Ancona)	Fuzina	Vienna
109	Pava Antonio	Vigonoro (Venezia)	Vienna (Lepidati)	Id.
110	Pugliese Alberto	Trapani	Goletta	Goletta
111	Patti Ubaldo	Favignana	Id.	Id.
112	Padula Giuseppe	Armento (Potenza)	Tunisi	Tunisi
113	Pellegrini Leopoldo	Rosignano Marittimo (Livorno)	Adrianopoli	Costantinopoli
114	Passanti Pietro	Id.	Alessandria (Egitto)	Alessandria (Egitto)
115	Perrotti Pietro	Pont (Torino)	Saint-Cyr	Maraglia
116	Ratto G. Pietro	Alpicola (Vareze)	Sloktion (Slovania)	S. Francisco di California
117	Ragionevole Riccardo	Verona	Fuzina	Vienna
118	Restelli Pietro	Besano	Orano	Orano
119	Rozato Domenico	Asola (Treviso)	Picura (Lepidati)	Vienna
120	Rallo Caterina	Pantelleria	Tunisi	Tunisi
121	Rolfi Giuseppe	S. Agostino (Ferrara)	Tolone	Parigi
122	Rosso Domenico	Castelletto (Stura)	Id.	Id.
123	Santelli Cesare	Passarola (Ancona)	Fuzina	Vienna
124	Severini monsignor Pietro	Barbara (Sinigaglia)	Sappa (Albanico)	Scutari
125	Sellito Vincenzo	Napoli	Bona	Bona
126	Saragossa Giuseppe	Pantelleria	Id.	Id.
127	Senegaglia Giuseppe	Buolento (Padova)	Fuzina	Vienna
128	Santoro Giuseppe	Pordenone (Udine)	Vienna (Lepidati)	Id.
129	Sitiza Nicola	S. Antico (Sardagna)	Philippeville	Philippeville
130	Scotto Maria	Procida	Id.	Id.
131	Sanguedolce Maria	Pantelleria	Tunisi	Tunisi
132	Salerno Giovanni	Id.	Id.	Id.
133	Sbrana Santo	Pisa	Id.	Id.
134	Scotto Domenico	Procida	Id.	Id.
135	Serafini Luigi	Id.	Id.	Id.
136	Sulema Eufrosina	Livorno	Id.	Id.
137	Sanezi Vincenzo Maria	Longone (Alba)	Tolone	Parigi
138	Trevella Teresa	Bellagio (Como)	Muggio	Berna
139	Torelli Nicola	Loano	British	S. Francisco
140	Tres Ferdinando	Villa (Belluno)	Fuzina	Vienna
141	Torrente Anna	Favignana	Tunisi	Tunisi
142	Turka Luigi	Udine	Essex	Vienna
143	Troja Giuseppe	Isola delle Femmine	Mebdia	Tunisi
144	Tosco Michele	Montesano (Basilicata)	Tolone	Parigi
145	Uzzella Giuseppe	Roja (Udine)	Secovica	Vienna
146	Vesciaj Giuseppe	Luoca	Bruxelles	Bruxelles
147	Valenza Salvatore	Palermo	Bona	Algeri
148	Veza Pasquale	Napoli	Tunisi	Tunisi
149	Valenza Caterina	Pantelleria	Id.	Id.
150	Venturino Giovanna	Dego o Giovalia	Tolone	Parigi
151	Vicentini Angelo	Calozio (Bergamo)	Id.	Id.
152	Vogliino Pietro	Fontanelle (Acqui)	Id.	Id.
153	Zulli Giuseppe	Treinto	Vorderberg	Vienna
154	Zocch.	Valganna (Como)	Grouchen	Berna

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

1^a pubblicazione per rettifica d'intestazione.

Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato S per 0/0, cioè: n. 185433 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 3093 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 255, al nome di Massarotti Giuseppe fu Benedetto;

N. 194947 (Firenze) corrispondente al n. 12007 (Napoli) di lire 50, a favore di Massarotti Giuseppe fu Benedetto;

N. 341587 (Firenze) corrispondente al n. 159647 (Napoli) di lire 45, a favore di Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Giochiola;

N. 324976 (Firenze) corrispondente al n. 101336 (Napoli) di lire 45, a favore di Massarotti Giuseppe fu Benedetto, maritata con Giuseppe Giochiola;

N. 102804 di lire 110 e n. 589486 di lire 95, entrambi iscritti nei registri della Direzione generale, a favore di Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Giochiola, sono state così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentreché spettano a Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Giochiola, domiciliata in Napoli, vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 29 aprile 1874.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLLO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

2^a pubblicazione per rettifica d'intestazione.

Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato S per 0/0, cioè: n. 220095 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 87155 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 185 al nome di Canger Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentreché spettano a Canger Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 29 aprile 1874.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLLO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

3^a pubblicazione per rettifica d'intestazione.

Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato S per 0/0, cioè: n. 220095 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 87155 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 185 al nome di Canger Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentreché spettano a Canger Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 29 aprile 1874.

Per il Direttore Generale
CIAMPOLLO.

PARTE NON UFFICIALE

VARIETA'

I cinque miliardi

« Qual che è avvenuto della indennità dei cinque miliardi » — Sotto questo titolo, il corrispondente tedesco della *Bibliothèque Universelle* di Losanna scrive: « La somma di cinque miliardi sembrò enorme. Si domandò in qual cosa mai l'avremmo potuta impiegare. Si idearono dei progetti impossibili. Si sognò una diminuzione di imposte; si pensò ad un riparto fra i contribuenti; si tracciò sulla carta innumerevoli linee di ferrovie e di canali; si comperarono possidenze coloniali in lontane regioni; ciascuna classe della società, ciascuna città, ciascuna provincia aveva i suoi desideri

particolari e tutti pensavano che essi sarebbero stati agevolmente soddisfatti in grazia dei cinque miliardi.

Ed ora?

La memoria che il cancelliere dell'impero ha presentato al Reichstag intorno alle somme incassate ed erogate, è stata una vera doccia d'acqua fredda per coloro i quali immaginavano che non si sarebbe mai più veduto il fondo dei 5 miliardi. È una salutare lezione per chiunque fosse tentato di dimenticare che la guerra è il più rovinoso di tutti i giuochi. E come aveva ragione il vecchio Montecuccoli quando diceva che per far la guerra occorre denaro e poi denaro e poi ancora denaro!

La Francia ha pagato in totale, senza contare le spese di mantenimento delle truppe tedesche di occupazione, 5 miliardi 567,067,377 fr. equivalenti ad 1 miliardo 484,551,274 talleri. Fu il 5 settembre 1873 che il governo francese ha pagato il saldo di questa somma.

Finora non fu compilato alcun conto particolareggiato; ma ci troviamo già in grado fino d'addosso di prevedere che non rimarrà più gran che di questi famosi 5 miliardi. Questo emerge chiaramente dalle comunicazioni fatte dal cancelliere al Parlamento.

Sulla somma totale, la Germania ha acquistata per 86,666,666 talleri le ferrovie dell'Alsazia-Lorena. Rimangono 1 miliardo 397,884,608 talleri. L'impero, come tale, comincia a levarne per conto suo 900,836,627. Altri tre milioni sono posti da parte a titolo di compensi per casi imprevisti. È soltanto sul residuo che i diversi Stati possono far valere le loro pretese. In altri termini, non resta da dividere fra gli Stati che il 56 per 0/0 della totalità, ovvero 793 milioni di talleri. A questa somma possono pretendere gli Stati confederati; ma si è ancora lontani dall'operare la distribuzione.

Il modo del riparto è lo stesso per tutto l'impero; ma la Baviera ed il Württemberg avendo una posizione eccezionale e l'Assia meridionale ed il granducato di Baden non avendo accettato i diritti ed i doveri di confederati se non allora che la guerra era già cominciata, le somme da distribuire agli Stati sono molto differenti.

Dedotte ancora 114,715,810 talleri, che vengono prelevati per spese ulteriori comuni, rimarranno le somme seguenti:

Talleri	
90,200,411	cioè 13,8 0/0
28,500,870	» 4,2 0/0
530,116,053	» 78,1 0/0
20,133,182	» 3 0/0
9,333,674	» 1,11 0/0

In tutto 678,284,190 talleri.

CAMBI	SPEDI	LETTERA	DARABO	Remessa	OSSERVAZIONI
Ancona	30	—	—	—	
Bologna	30	—	—	—	
Firenze	30	—	—	—	
Genova	30	—	—	—	
Livorno	30	—	—	—	
Milano	30	—	—	—	
Napoli	30	—	—	—	
Venezia	30	—	—	—	
Parigi	30	112	111 90	—	
Marrigla	30	—	—	—	
Lione	30	28 96	28 22	—	
Augusta	30	—	—	—	
Vicenza	30	—	—	—	
Trieste	30	—	—	—	
Oro, pezzi da 20 franchi....		23 68	23 65	—	
Sconto di Banca 5 o/o					
					<p>*Prima fatti dal 5 o/o: 1° semestre 1874 73 90 cont. 73 77 1/2, 90, 62 1/2.</p> <p>Cert. emisa. 1890, 54 72 1/2. Prestito Rothschild 74 40. Banca Italo-Germanica 241, 40 50, 240.</p> <p>Il Sindaco: A. FINEI. Il Deputato di Borsa: P. LUIGIONI.</p>

